

Référence de l'annonce :		Date de publication :
Identité du candidat	Numéro SIRET	
	Raison sociale / Nom et Prénom	
	Nom commercial	
	Forme juridique	
	Adresse complète du Siège Social	
	Signataire de la candidature : nom et prénom	
	Qualité du signataire	
	Téléphone fixe	
	Téléphone cellulaire	
	Email	
Activité du candidat	Code NAF	
	Libellé	
	Nomenclature ICPE : Préciser les activités inscrites à la nomenclature ICPE et joindre l'arrêté d'autorisation ou du dossier de déclaration	
Descriptif du projet envisagé	Nature du projet (Joindre le plan masse)	
Surfaces totales sollicitées	Terrain nu	
	Terre-plein	
	Bureau	
	Local type commerce	
	Entrepôt	
	Autres (précisez)	

Durée sestimée	Mois / Année	
Date de début / fin	Du..... Au	
Sollicitation de droits réels	Droit réel : Montant et durée	
Projets d'investissements (€HT)	Montant des investissements mobiliers	
	Montant des investissements immobiliers	
	Montant de l'investissement total	
Modalités de financement	Crédit-bail	
	Autofinancement	
	Emprunts	
	Durée amortissement	
Autres demandes de services	Compteur EDF	
	Compteur électrique	
	Raccordement à un réseau type fibre	
	Prise reefers	
	Place de parking	
	Nombre de badges d'autorisation d'entrée au GPMG	
	Autres (précisez)	

Engagement du demandeur

Je soussigné(e),,
certifie sur l'honneur l'exactitude des informations fournies et m'engage à respecter les règles de sécurité, d'environnement et de gestion du domaine portuaire du Grand port Maritime de Guadeloupe, en vigueur.

Fait à :

Le :

Signature :

MENTIONS D'INFORMATION RGPD

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (RGPD), les informations recueillies dans ce formulaire sont enregistrées par le Grand Port Maritime de la Guadeloupe dans le cadre de l'instruction de votre demande d'occupation sur le domaine public portuaire.

- Responsable du traitement : Grand Port Maritime Guadeloupe
- Finalité du traitement : Gestion administrative et juridique des demandes d'autorisation d'occupation du domaine public portuaire
- Base légale : Article L.2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques
- Destinataires : Services internes du port habilités à instruire la demande, ainsi que, le cas échéant, les autorités de tutelle
- Durée de conservation : 5 ans à compter de la fin de l'occupation ou du rejet de la demande. Au-delà de cette durée vos données seront détruites ou archivées selon les obligations légales.
- Vos droits : Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation et d'opposition, de portabilité au traitement de vos données.

Pour exercer vos droits ou pour toute question relative à la protection de vos données, vous pouvez contacter le délégué à la protection des données (DPO):

gpmg-dpo@port-guadeloupe.com

ou par courrier à :

Grand Port Maritime de la Guadeloupe – À l'attention du DPO

Quai Ferdinand de Lesseps -

BP 485

97165 Pointe-à-Pitre Cedex

Vous pouvez également saisir la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) si vous estimez que vos droits concernant vos données personnelles ne sont pas respectés : 3 place de Fontenoy - TSA 80715- 75334 Paris cedex 07- Téléphone : 01 53 73 22 22

Nous vous informons qu'aucun transfert de données en dehors de l'Union européenne n'est réalisé.

Nous nous engageons à traiter vos données personnelles de manière confidentielle et à ne pas les divulguer à des tiers non autorisés.

Pièces constitutives du dossier de candidature à joindre	
Pièces	Réservé au GPMG
Extrait K bis de moins de 3 mois	
Pouvoir du signataire de la structure candidate, ou délégation de signature	
Dans le cas où la structure candidate est un groupement d'entreprises, joindre par chacun des membres du groupement une lettre indiquant les noms et pouvoirs de la personne habilitée à engager la structure candidate, son activité et son rôle dans le projet	
Déclaration sur l'honneur attestant que : - Le candidat ou chacun des membres du groupement n'est pas en situation de redressement judiciaire, de faillite personnelle ou de situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales. Si le candidat est en situation décrite ci-avant, il devra avoir été habilité à poursuivre son activité pendant la durée d'occupation sollicitée et communiquera copie du jugement prononcé à cet effet. - Le candidat ou chacun de ses membres ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir à une procédure de ce type, ne fait pas l'objet au cours des 5 dernières années d'une condamnation au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L125-3 du Code du travail ou équivalent dans d'autres législations - Les salariés du candidat ou chacun des membres du groupement sont employés régulièrement au regard de la législation applicable et dans le respect de l'obligation des travailleurs handicapés visée aux articles L.323-1, L.323-8-2 et L.323-8-5 du Code du travail ou équivalents dans d'autres législations	
Bilan, comptes de résultat et annexes des 3 derniers exercices du candidat, et le échéant de chaque membre du groupement	
Liste des actionnaires ayant plus de 5% des parts de capital de la structure candidate	
Présentation du savoir-faire et des références de la structure candidate	
Présentation des moyens techniques et humains dont dispose le candidat ou le cas échéant chaque membre du groupement ainsi qu'une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels pendant les 3 dernières années	
Attestation d'assurance responsabilité civile ou professionnelle	
Plan masse, descriptif du projet et planning de construction éventuel	